



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 3 juin, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 mai 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDÈS Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDÈS, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDÈRE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ÉLIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

7 – DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR LA DEVEGETALISATION DES REMPARTS DE LA CITADELLE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le programme des travaux de dévégétalisation des murailles de la Citadelle se poursuit. Il contribue largement à enrayer le processus de dégradation grâce à un entretien régulier.

Ce programme s'établit, chaque année, en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France et le Centre Technique Municipal de la Ville.

Dans le cadre des dépenses de fonctionnement retenues lors du vote du Budget Primitif 2014, la ville peut obtenir des subventions auprès du Ministère de la Culture –Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine.

En application du décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics, l'entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse est la société CORDELEC domiciliée 4 impasse Georges Sand 30100 ALES, pour un montant de 23 314,80 € TTC.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire :

- à solliciter une subvention auprès de l'Etat dans les conditions suivantes :
 - Coût de la prestation : **19 429,00 € (H.T.)** (23 314,80 € T.T.C.)
 - Subvention Etat – Ministère de la culture 40 % du montant H.T : **7 771,60 €**
 - Part restant à la charge de la commune (T.V.A. comprise) : **15 543,20 €**
- à encaisser les recettes correspondantes à l'article 74718 chapitre 74 du budget principal de la Commune.
- à signer tous les documents et conventions se rapportant à cette subvention.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 mai 2014 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/06/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140603-14162-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

